

Numéro 94 - 10 juillet 2016

**Le chantage malveillant, immoral et irrationnel de  
Postes Canada contre les travailleurs des postes**

**Tenons Postes Canada et  
le gouvernement Trudeau responsables  
de tout tort que pourraient subir les  
travailleurs des postes!**



À mesure que se rapproche l'échéancier d'un lockout de Postes Canada contre les travailleurs des postes, il est évident que la Société a décidé d'agir dans un esprit de vengeance contre les travailleurs et leur syndicat. Non seulement se prépare-t-elle à leur imposer des reculs importants mais elle cherche à les accabler avec des demandes irrationnelles comme l'imposition de n'importe quelles conditions de travail selon son bon vouloir. Sa tentative d'utiliser son pouvoir de grande entreprise pour priver les travailleurs des postes de leur droit à des conditions de travail qui correspondent au travail qu'ils font est aussi vengeresse qu'irrationnelle. Le service postal est riche de plus d'un siècle d'expérience du genre de conditions de travail qui sont requises pour fournir le service. Il existe une façon moderne de faire les choses qui tient compte des besoins des êtres humains. Les calculs de la Société des postes à l'effet qu'elle peut imposer son ordre du jour en brisant la résistance des travailleurs et leur lutte à la défense des droits de tous sont très étroits d'esprit et ne peuvent pas être acceptés.



En recourant à la menace d'un lockout, que Postes Canada vient maintenant de reporter de minuit le 8 juillet à minuit une le 11 juillet 2016, elle cherche à faire des attaques contre les droits des travailleurs un *fait accompli*. Les médias monopolisés, le gouvernement Trudeau et d'autres à leur suite appellent cela des « négociations ».

Postes Canada y est allée d'une nouvelle perfidie mercredi dernier le 6 juillet lorsque la direction a commencé à afficher une lettre aux endroits de travail partout au pays dans laquelle elle annonce son intention de changer unilatéralement les conditions de travail en violation directe des conditions d'emploi actuelles.

Le contenu de la lettre révèle que bien que la société ait envoyé un avis de lockout de 72 heures au syndicat, cela ne signifie pas que

Postes Canada va mettre la clé dans la porte. Loin de là, Postes Canada déclare qu'elle va se conformer aux conditions minimales prévues au *Code canadien du travail* et que les travailleurs devront se soumettre à ce diktat.

On y lit :

« À compter du vendredi 8 juillet 2016 (le 11 juillet maintenant), les modalités des conventions collectives actuellement en vigueur ne s'appliqueront plus. Selon les nouvelles conditions d'emploi, les employés continueront de recevoir leur paie normale et **certaines avantages**, comme la couverture admissible pour médicaments d'ordonnance. **D'autres éléments seront annulés pour que les conditions correspondent aux conditions minimales obligatoires établies par le Code canadien du travail. La Société aura aussi la flexibilité d'ajuster la dotation en personnel en fonction de la charge de travail requise.** » (*souligné par le PCC(M-L)*)

C'est une provocation sérieuse. Selon la Société, les postiers doivent se présenter au travail une fois que la date butoir du lockout est échue et faire face au pouvoir arbitraire de la direction de Postes Canada, qui est à sens unique, intéressé et irrationnel. Postes Canada croit qu'elle peut faire fonctionner les services postaux en éliminant les structures organisationnelles et les conditions de travail qui ont été développées au fil des décennies, tout cela pour imposer son ordre du jour d'entreprise aux travailleurs. Voilà le niveau auquel la Société en est rendue. Et elle a le front de dire que cela fait partie du « processus de négociation ».



La lettre de Postes Canada illustre le caractère vil de sa direction. Loin d'assumer sa responsabilité envers ses travailleurs qui se battent pour défendre leurs droits durement acquis, elle dit que son geste est nécessaire parce que « [l']incertitude causée par les négociations prolongées et le mandat de grève du Syndicat ont des répercussions négatives

et croissantes sur le service postal ».

Qu'on essaie de faire passer une telle absurdité pour la « vérité » montre bien ce à quoi les Canadiens font face lorsque les monopoles peuvent utiliser leur pouvoir pour imposer leurs intérêts privés au public. Le fait est que cela fait des mois que les représentants de Postes Canada font le tour du pays pour conseiller à leurs clients d'utiliser d'autres moyens pour faire leurs envois postaux. Les Canadiens ont entendu ces propos. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que depuis le début des négociations, c'est la Société des postes qui a menacé d'interrompre le service si elle n'obtient pas ce qu'elle veut. En fait, ce sont uniquement les porte-paroles de Postes Canada qui n'ont cessé de parler de « perturbation des services postaux » afin de blâmer le syndicat, même si c'est la Société qui a refusé de négocier à la « table des négociations ».

Pendant ce temps, le gouvernement Trudeau prétend être neutre alors qu'en fait il joue le jeu de Postes Canada. Le premier ministre Justin Trudeau a dit que le gouvernement n'envisage pas une loi de retour au travail s'il y a un arrêt de travail à Postes Canada. Le gouvernement « croit aux négociations de bonne foi, qui ont lieu autour de la table de négociation », a-t-il dit. Parlant de la possibilité d'une loi de retour au travail, Trudeau a dit qu'on n'a pas besoin d'utiliser « la manière forte ».

Que dire alors du chantage en vertu duquel Postes Canada menace de criminaliser les travailleurs des postes s'ils ne se plient pas au diktat arbitraire des contremaîtres aux endroits de travail. Est-ce que c'est ainsi que l'État de droit fonctionne sous le régime libéral ? La lettre de Postes Canada n'a pas d'autre but que de briser la résistance des travailleurs et de leur syndicat. Est-ce que ce n'est pas cela « la manière forte » ?



Est-ce que c'est le rôle du gouvernement d'appuyer Postes Canada tout en se disant « neutre » alors qu'il devrait défendre le droit public ? Les négociations font partie des lois du travail qui requièrent qu'elles soient menées de bonne foi et avec équité. Si elles ne reposent pas sur les prémisses du respect des droits des travailleurs plutôt que sur l'utilisation du pouvoir des entreprises pour imposer leur ordre du jour au détriment des travailleurs et de la société, alors il est inutile d'affirmer que la loi est digne de quelque respect que ce soit.

La position soi-disant neutre et anti-manière forte du gouvernement Trudeau est méprisante et révèle une grande hypocrisie et un profond préjugé en faveur de l'ordre du jour de privatisation de Postes Canada. Il est clair que le gouvernement Trudeau a décidé d'autoriser les

attaques les plus perfides contre les travailleurs des postes et d'appeler cela des « négociations de bonne foi ».

Le gouvernement doit être forcé de rendre des comptes de sa prétendue neutralité. Il doit rendre des comptes de son appui au système social qu'il représente qui permet des attaques aussi flagrantes contre les travailleurs et leurs droits. Est-ce que ces attaques criminelles de la Société des postes contre les travailleurs sont des exemples des « valeurs communes » qui, selon le gouvernement Trudeau, nous unissent à la veille du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération ?

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) lance l'appel aux Canadiens de tous les milieux à faire savoir à leurs députés que ce n'est pas acceptable. Le PCC(M-L) appelle toutes les centrales syndicales et les sections locales à exiger la fin de cette mascarade.

Quel résultat Postes Canada et le gouvernement attendent-ils de cette menace d'imposer les soi-disant normes minimales du Code canadien du travail aux travailleurs des postes du Canada à compter de minuit une le 11 juillet ? La Société a refusé de négocier quoi que ce soit. Dès le début des négociations, elle a imposé ses exigences qui sont inacceptables pour les travailleurs postaux. Est-ce qu'elle pense vraiment que les travailleurs des postes vont simplement accepter tout cela ? Est-ce que c'est la nouvelle norme au Canada que les travailleurs doivent renoncer à leurs droits et à leur conscience s'ils veulent avoir un emploi ?

Une autorité publique digne de ce nom interviendrait et empêcherait Postes Canada de se livrer à un tel chantage et d'agir en toute impunité. La Société des postes devrait être accusée de fomenter l'anarchie et le chaos dans le service postal et être tenue responsable des conséquences qui vont en découler.

Le PCC(M-L) appelle les Canadiens à s'opposer à toute tentative de criminaliser les postiers qui défendent leurs conditions de travail. Ces conditions de travail doivent leur permettre de travailler en toute sécurité et avec dignité. Postes Canada et le gouvernement du Canada doivent rendre des comptes de tout tort qui sera causé aux travailleurs qui refuseront d'effectuer un travail dangereux et doivent leur verser une indemnisation complète s'ils sont renvoyés à la maison pour quelque raison que ce soit.

Les travailleurs canadiens luttent à la défense de leurs droits dans tous les secteurs de l'économie. Les sociétés monopolistes dictent les conditions de travail, les salaires, les pensions et les avantages sociaux, et ils décident même s'ils vont payer ou non des impôts et les coûts du nettoyage de l'environnement. **Il n'y a pas de processus en bonne et due forme qui permette aux**

**travailleurs de défendre leurs intérêts.** Les tribunaux d'insolvabilité disent que les conseils d'administration des entreprises sont constitués des gens d'affaires les mieux placés pour dire aux tribunaux ce qu'il faut faire. Les gouvernements font la même chose. Cela ne doit pas passer. C'est la lutte des travailleurs pour leurs salaires, leurs conditions de travail leurs pensions et avantages sociaux qui défend les droits de tous.



***Ensemble faisons un pas audacieux à la défense des droits de tous !***

***Disons non à Postes Canada !***

***Côte-à-côte avec les travailleurs des postes défions la position inacceptable et immorale de Postes Canada et du gouvernement Trudeau !***



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**